

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2023

PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET PORTANT
DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 1234)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 1219

présenté par

M. Saintoul, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, Mme Legrain,
Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu,
M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot,
M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome,
M. Ruffin, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya,
M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 2**RAPPORT ANNEXÉ**

Compléter l'alinéa 61 par les deux phrases suivantes :

« Un bilan objectif du retour de la France dans le commandement intégré sera produit. Un vote au Parlement tous les cinq ans sur l'opportunité de rester dans le commandement intégré de l'OTAN deviendra obligatoire. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NUPES propose la production d'un bilan objectif du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. En toute logique, l'OTAN aurait dû être dissoute à la fin de la Guerre Froide. Au contraire, elle n'a cessé depuis de s'étendre, provoquant la méfiance de nombreux pays non occidentaux. Elle a été au cœur de la « guerre globale contre le terrorisme » débutée par les désastreuses interventions en Afghanistan et en Irak. Elle sert aujourd'hui Washington dans son projet de contenir l'influence chinoise.

En l'état, nous ne proposons pas de sortir de l'Alliance atlantique. Toutefois, le retour de la France dans son commandement intégré en 2008 a été présenté comme un pari afin de gagner en influence. Il n'a pas été gagné. Il cantonne la France à n'être aux yeux du monde qu'un faire-valoir des États-Unis et l'empêche de se faire entendre pour ce qu'elle est, une puissance universaliste.

C'est pourquoi nous proposons le retrait de la France du commandement intégré de l'organisation. Ce faisant, elle adresserait au monde le signal qu'une voie tierce existe pour les peuples souhaitant préserver leur indépendance.